

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00622
Numéro SIREN : 880 982 038
Nom ou dénomination : 5 ASSUR

Ce dépôt a été enregistré le 27/01/2020 sous le numéro de dépôt 3126

Greffe du tribunal de commerce de Créteil



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 27/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/3126

Type d'acte : Rapport du commissaire aux apports

Déposant :

Nom/dénomination : 5 ASSUR

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

N° SIREN : 880 982 038

N° gestion : 2020 B 00622



SPARTEL

Société à Responsabilité Limitée
Siren : 482 523 719

6, rue Aristide Briand
94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

**Apports en nature d'un apport partiel d'actif de la société SPARTEL SARL
à la société à 5ASSUR, SAS en cours de constitution**



Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24
Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127



Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



SPARTEL

Société à Responsabilité Limitée
Siren : 482 523 719

6, rue Aristide Briand
94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

En exécution de la mission qui nous a été confiée le 30 août 2019 par Monsieur Hamid ELMEJJAD, en qualité d'associé unique de la société SPARTEL, au capital de 30 000 euros, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.227-1 du code de commerce.

L'actif net a été arrêté dans le projet de traité d'apport signé par le représentant de la société. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

I - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

Le présent apport s'inscrit dans le cadre du projet de filialisation par la Société SARL SPARTEL de la Branche d'Activité « Courtage en assurance » au sein d'une structure dédiée en vue d'y regrouper l'ensemble des activités y afférentes exploitées actuellement par la société SPARTEL et ce, pour des raisons de rationalisation opérationnelle et économique, et afin de faciliter le développement de la Branche d'Activité « Courtage en assurance » sur le marché.

La société 5ASSUR SAS an cours de constitution, bénéficiaire de l'apport, aura comme objet social tant en France qu'à l'étranger :

- Le courtage d'assurance ;
- La commercialisation de tous produits d'investissement financier et patrimonial, ainsi que le rachat de crédit ;
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits

C2P



Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24

Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127


commissaire
aux comptes

Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



[Signature]

sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tout objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

La Bénéficiaire clôturera son exercice social à la date du 31 décembre. Le premier exercice sera clos à la date du 31 décembre 2019.

Pour la réalisation de l'opération, en contrepartie de l'apport de la branche d'activité concernée, la société 5ASSUR augmentera son capital de QUARANTE QUATRE MILLE CINQ CENT TRENTE QUATRE EUROS (44 534 €) par la création de 44 534 actions.

Apport en nature par la société SARL SPARTEL de la branche d'activité « Courtage en assurance » au sein de la société 5ASSUR SAS

Afin de déterminer les conditions de l'Apport, l'Apporteuse et la Bénéficiaire ont décidé de se référer aux comptes arrêtés et approuvés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la société Apporteuse.

Il est toutefois précisé que la référence aux éléments d'actifs et passifs de l'Apporteuse au 31 décembre 2018 en vue de l'établissement des conditions de l'opération et de la désignation de la Branche d'Activité sera sans incidence sur l'évolution des actifs et passifs transférés dans le cadre de l'Apport qui seront dévolus à la Bénéficiaire dans l'état où ils se trouvent à la date de réalisation de l'Apport.

Une situation comptable arrêtée au 31 juillet 2019 par l'expert-comptable de la société nous a été remis pour nous permettre de faire nos travaux

a) Désignation et évaluation de l'actif et du passif de la branche d'activité apportée

L'Apporteuse apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives stipulées ci-après, à la Bénéficiaire, ce qui est accepté par elle, tous les éléments actifs et passifs, droits, obligations et valeurs, sans exception ni réserve qui constitueront, la Branche d'Activité complète et autonome apportée, à la Date d'Effet.

Par conséquent, la Bénéficiaire prendra les biens, droits et obligations ci-après désignés dans l'état où ils se trouveront à la Date d'Effet, sans que cette substitution n'entraîne novation.

CP



Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24

Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127


commissaire
aux comptes

Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



Conformément au principe de la transmission universelle du patrimoine, les clients et fournisseurs inclus dans le périmètre de la Branche d'Activité seront transférés à la Bénéficiaire à la Date d'Effet.

Il est entendu que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'ensemble des éléments composant la Branche d'Activité devant être transmis à la Bénéficiaire, qu'ils soient ou ne soient pas énumérés au présent Contrat et qu'ils soient comptabilisés ou non et ce, dans l'état où ils se trouveront à la date d'effet de l'opération, à l'exception toutefois des éléments expressément exclus de l'Apport.

Ainsi que cela a été indiqué ci-dessus, la Branche d'Activité transmise s'articule autour de l'activité de « Courtage en assurance »

Récapitulatif des éléments d'actif transmis

RECAPITULATIF DES ELEMENTS D'ACTIF TRANSMIS	VALEUR NETTE COMPTABLE
Immobilisations incorporelles	20.006,14 €
Immobilisations corporelles	92,61 €
Immobilisations financières	0 €
Actif circulant	45.696,99 €
TOTAL	65.795,74 €

Récapitulatif des éléments de passif transmis

PASSIF PRIS EN CHARGE	VALEUR NETTE COMPTABLE
Avances et acomptes sur commandes en cours	3.662,11 €
Dettes fournisseurs et acomptes rattachés	-
Dettes fiscales et sociales	17.599,17 €
TOTAL PASSIF	21.261,28 €

La Bénéficiaire prendra à sa charge les engagements hors bilans contractés par l'Apporteuse pour l'exploitation de la Branche d'Activité et notamment ceux contractés entre le 1^{er} janvier 2019 et la Date de Réalisation.

CP



Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24

Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127


commissaire
aux comptes

Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



[Signature]

Valeur nette de l'Apport

L'actif net apporté par l'Apporteuse s'établit donc sur une valeur de 44.534,46 € sur la base des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

b) Origine du fonds de commerce constituant la branche d'activité apportée

Le fonds de commerce et d'industrie constituant la Branche d'Activité apportée par la société Apporteuse ont été créés et développés par celle-ci, depuis le 8 janvier 2010

c) Propriété et jouissance des actifs et passifs transmis

La Bénéficiaire aura la propriété et la jouissance des biens et droits transmis par l'Apporteuse se rattachant à la Branche d'Activité, y compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de cette société, à compter du 1er janvier 2019, à l'exception des éléments expressément exclus de l'Apport aux termes du présent Contrat.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, ces éléments devront être transmis dans l'état où ils se trouvent à la date d'effet de l'Apport.

Les éléments de passif de l'Apporteuse se rapportant à la Branche d'Activité, objet du présent Apport, et existants à la date d'effet de l'Apport, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires occasionnés par le présent Apport, seront transmis à la Bénéficiaire.

Il est rappelé que le montant du passif de l'Apporteuse relatif à la Branche d'Activité apportée indiqué ci-dessus s'élevant à la somme de 21.261,28 € ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

d) charges et conditions de l'apport

La Bénéficiaire prendra les biens et droits transmis dans leur consistance et leur état lors de la réalisation de l'Apport sans pouvoir exercer quelque recours que ce soit, pour quelque cause que ce soit, contre l'Apporteuse, notamment pour vices de construction, dégradation des immeubles, mauvais état et pollution quelconque du sol ou du sous-sol, l'usure ou le mauvais état du matériel et des objets immobiliers, erreurs dans les désignations ou dans la contenance quelle que soit la différence, l'insolvabilité des débiteurs ou toutes autres causes.

Elle bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, crédits d'impôts, etc. qui ont pu ou pourront être allouées à l'Apporteuse et qui se rapportent à la Branche d'Activité.

CP



Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24

Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127


commissaire
aux comptes

Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



[Signature]

Elle accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits compris dans le présent Apport, et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

La Bénéficiaire sera débitrice, aux lieu et place de l'Apporteuse, des dettes de cette dernière qu'elle prend en charge, sans qu'il en résulte novation à l'égard des créanciers. Les créanciers des sociétés Apporteuse et Bénéficiaire, dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet d'Apport, pourront faire opposition dans le délai de trente (30) jours à compter de la dernière publication de ce projet. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations d'apport.

La Bénéficiaire supportera définitivement tous impôts, primes d'assurances, contributions, loyers, taxes, ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens transmis ou sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation à compter de la date d'effet de l'Apport.

La Bénéficiaire fera également son affaire personnelle aux lieu et place de l'Apporteuse sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tous accords, traités, contrats ou engagements généralement quelconques qui auront pu être souscrits par l'Apporteuse au titre de la Branche d'Activité, objet du présent Apport.

e) Évaluation de l'apport en nature par l'entreprise

Conformément au règlement n°2004-01 du 4 mai 2004 du comité de la réglementation comptable, les apports de la société Apporteuse ont été valorisés à la valeur comptable, à la Date d'Effet de l'opération, dans la mesure où l'opération est réalisée entre sociétés sous contrôle commun.

La valeur de la branche d'activité apportée par la SARL SPARTEL à la SAS 5ASSUR, société en cours de constitution, s'élève donc à QUARANTE QUATRE MILLE CINQ CENT TRENTE QUATRE EUROS, QUARANTE SIX CENTIMES (44 534,46€).

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné et évalué à un montant global de 44 534,46 €, il sera attribué, à l'apporteur, 44 534 actions de la société SAS 5ASSUR d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, entièrement libérées, ainsi que d'une soulte de 0,46 euros. Aucune prime d'apport ne sera constatée

CP



Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24

Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127


commissaire
aux comptes

Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



[Signature]

II - DILIGENCES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Nous avons effectué les diligences estimées selon les normes professionnelles applicables en France et procédé à toutes investigations utiles pour vérifier la réalité de l'apport.

Pour ce faire, il nous a été remis les documents comptables de la société SARL SPARTEL, l'extrait K-bis, les statuts ainsi que le contrat d'apport et les comptes au 31 décembre 2018 de la société SPARTEL répartis par secteur d'activité.

Nous avons pu travailler sur les comptes au 31 décembre 2018 pour la société SARL SPARTLE à jour de l'ensemble des écritures comptables ainsi que sur les opérations comptables jusqu'à la date de notre rapport.

Avec la situation au 31/07/2019, il nous a également été transmis un état des comptes répartis par secteur d'activité

Nous nous sommes entretenus avec les différents conseils intervenants dans cette affaire à l'effet de connaître les raisons et les modalités de l'opération.

Nous avons vérifié que l'activité desdites sociétés à ce jour n'a pas conduit à une baisse des valeurs apportées des titres correspondants.

III - CONCLUSION

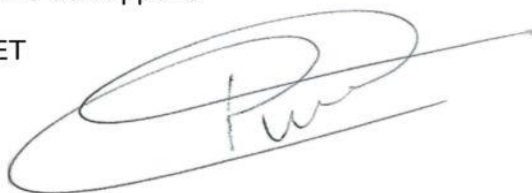
Sur la base de nos travaux effectués et à la date du présent rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport s'élevant à QUARANTE QUATRE MILLE CINQ CENT TRENTE QUATRE EUROS, QUARANTE SIX CENTIMES (44 534,46€)..

Nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 44 534,46 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société 5ASSUR, constitué exclusivement par l'apport partiel d'actif, majoré de la soulte.

Par ailleurs, nous n'avons pas relevé d'avantage particulier qui résulterait de l'opération considérée.

À Paris, le 28 octobre 2019

Le Commissaire aux apports
C2P AUDIT
Pascal COVET

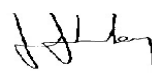


Sarl C2P Audit
32 rue Chapsal
94340 JOINVILLE LE PONT
Tél. : 01.55.96.67.24

Siret : 830 894 127 00026 - Capital Social : 3 000 euros
N° TVA intracommunautaire : FR61830894127



Cabinet inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France
et à la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes



Greffe du tribunal de commerce de Créteil



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 27/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/3126

Type d'acte : Liste des souscripteurs

Déposant :

Nom/dénomination : 5 ASSUR

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

N° SIREN : 880 982 038

N° gestion : 2020 B 00622



5 ASSUR
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 44.534 €
SIEGE SOCIAL : 6, RUE ARISTIDE BRIAND – 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

État de souscription

Capital : 44.534 €

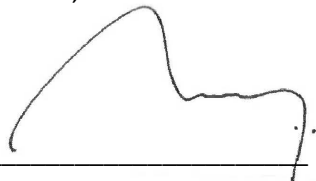
Nombre total d'actions : 44.534

Valeur nominale : 1 €

SOUSCRIPTEUR			APPORT EN NATURE		
N°	État civil des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant nominal des actions souscrites	Montant des apports en nature	Soulte
1	La société SPARTEL SERVICES, société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 6, rue Aristide Briand - 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 482 523 719	44.534	1 €	44.534,46 €	0,46 €
TOTAL		44.534	1 €	44.534€	0,46 €

Le présent état constatant la souscription de 44.534 actions émises par la Société par apport en nature de la somme de 44.534,46 € (avec une soulte de 0,46 €). Cet état est certifié exact, sincère et véritable par les associés.

Fait à Paris, le 15 novembre 2019



SPARTEL SERVICES
Représentée par M. Hamid ELMEJJAD

Greffe du tribunal de commerce de Créteil



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 27/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/3126

Type d'acte : Statuts constitutifs
Nomination de président

Déposant :

Nom/dénomination : 5 ASSUR

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

N° SIREN : 880 982 038

N° gestion : 2020 B 00622



5 ASSUR

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 44.534 €

SIEGE SOCIAL : 6, RUE ARISTIDE BRIAND – 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

STATUTS CONSTITUTIFS

15 NOVEMBRE 2019

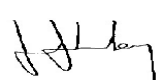


LE SOUSSIGNÉ :

La société SPARTEL SERVICES, société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 6, rue Aristide Briand - 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 482 523 719, représentée par M. Hamid ELMEJJAD, agissant en qualité de Gérant,

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'elle a décidé de constituer :

- 2 [sur 24] -



SOMMAIRE

	Page
SOMMAIRE	3
SECTION I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIEGE SOCIAL - DURÉE - EXERCICE SOCIAL	4
1. FORME DE LA SOCIÉTÉ	4
2. OBJET	4
3. DÉNOMINATION.....	4
4. SIEGE SOCIAL	5
5. DURÉE.....	5
6. EXERCICE SOCIAL	5
SECTION II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL	5
7. APPORTS	5
8. CAPITAL SOCIAL	6
9. COMPTES COURANTS	6
10. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL	6
SECTION III - ACTIONS.....	7
11. INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS - USUFRUIT	7
12. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS.....	8
13. FORME DES VALEURS MOBILIÈRES	9
14. LIBÉRATION DES ACTIONS.....	9
SECTION IV - CESSIION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS	10
15. TRANSMISSION ET INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS	10
SECTION V - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ	10
16. DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ	10
16.1 Président	10
16.2 Nomination du Président	10
16.3 Démission - Révocation	11
16.4 Rémunération.....	11
16.5 Pouvoirs du Président.....	12
17. DIRECTEUR(S) GÉNÉRAL(AUX)	12
18. REPRÉSENTATION SOCIALE	13
SECTION VI - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES - COMMISSAIRES AUX COMPTES	13
19. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS	13
20. COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
SECTION VII - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS	14
21. RÈGLES GÉNÉRALES.....	14
21.1 Délibérations en assemblée d'associés.....	15
21.2 Délibérations par voie de consultation écrite	17
21.3 Établissement de procès-verbaux des délibérations	18
22. DÉCISIONS COLLECTIVES	18
23. INFORMATION PRÉALABLE DES ASSOCIÉS	19
SECTION VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RÉSULTATS.....	20
24. ÉTABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS	20
25. AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS	20
SECTION IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS.....	20
26. DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ	20
27. CONTESTATIONS.....	21
SECTION X - DÉSIGNATION DES ORGANES SOCIAUX- ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIÉTÉ EN FORMATION	21
28. NOMINATION DU PRÉSIDENT.....	21
29. ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION	21
30. MANDAT POUR ACCOMPLIR DES ACTES POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ APRÈS SIGNATURE DES STATUTS ET AVANT L'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS	21
31. FRAIS	22



[Handwritten signature in blue ink]

SECTION I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIEGE SOCIAL - DURÉE - EXERCICE SOCIAL

1. FORME DE LA SOCIETE

Il est formé par l'associé une société par actions simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L 227-1 à L 227-20 et L 244-1 à L 244-4 du Code de commerce,
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L 225-17 à L 225-126 du Code de commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil,
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

2. OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- Le courtage d'assurance ;
- La commercialisation de tous produits d'investissement financier et patrimonial, ainsi que le rachat de crédit ;
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tout objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

3. DÉNOMINATION

La dénomination de la Société est :

« 5 ASSUR »

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

- 4 [sur 24] -



4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **6, rue Aristide Briand – 94100 Saint-Maur-des-Fossés**

Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par décision du Président, et partout ailleurs par décision de l'associé unique ou des associés statuant dans les conditions de l'**Article 22** ci-après (décisions collectives).

5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi et les présents statuts.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

6. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2019.

SECTION II -- APPORTS -- CAPITAL SOCIAL

7. APPORTS

Au titre de la constitution de la Société, la société SPARTEL SERVICES, société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 6, rue Aristide Briand - 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 482 523 719, représentée par M. Hamid ELMEJJAD, agissant en qualité de Gérant (l'« **Apporteuse** ») apporte à la Société sa branche complète et autonome d'activité « Courtage en assurance » (l'« **Apport** ») dans les conditions et sous les garanties stipulées dans le projet de traité d'apport partiel d'actif établi suivant acte sous seing privé en date du 13 octobre 2019. Les principales modalités de l'Apport sont rappelées en Annexe 7.

L'évaluation de l'Apport a été fixée à 44.534,46 €.

En rémunération de l'Apport, il est attribué à l'Apporteuse 44.534 actions de 1 € de valeur nominale, entièrement libérée ainsi qu'une soulte d'un montant de 0,46 €.



8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est ainsi fixé à la somme de 44.534 € et divisé en 44.534 actions de 1 € de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées.

9. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

10. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant dans les conditions de l'Article 22 ci-après (décisions collectives) sur le rapport du Président.

Modalités d'une augmentation de capital

Le capital social de la Société peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés :

- soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,
- soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Délégation de pouvoirs

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Droit préférentiel de souscription

- 6 [sur 24] -



En cas d'augmentation du capital social en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Libération des actions nouvelles

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Actions de préférence

Il peut être émis des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Ces droits doivent alors être définis dans les présents statuts dans le respect des dispositions de l'article L 228-11 du Code de commerce.

Le droit de vote peut être aménagé pour un délai déterminé ou déterminable ou supprimé.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social, et, si les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, plus du quart du capital social.

SECTION III - ACTIONS

11. INDIVISIBILITE DES ACTIONS – USUFRUIT

Indivisibilité

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Démembrement de propriété

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

- 7 [sur 24] -

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

12. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Regroupement d'actions

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'État peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'État.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux (2) ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

u



J. H. Bay

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

Répartition – Remboursement des actions

Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Conséquences de la possession d'une action

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par les organes sociaux.

13. FORME DES VALEURS MOBILIERES

Les actions sont obligatoirement nominatives. Leur propriété résulte de leur inscription en compte au nom du ou de leurs titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président de la Société ou par toute autre personne ayant reçu délégation de ce dernier à cet effet.

14. LIBERATION DES ACTIONS

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.



Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

À défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

SECTION IV -CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

15. TRANSMISSION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Toute cession d'actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Cet ordre de mouvement est inscrit sur un registre tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

Les cessions d'actions doivent respecter les conditions et les modalités stipulées aux termes d'un pacte d'associés qui pourrait exister entre les associés de la Société.

Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant non libéré de l'action. Tout souscripteur ou associé qui a cédé son titre cesse, deux (2) ans après l'envoi de la réquisition de transfert, d'être responsable des versements non encore appelés.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque et notamment pour exercer le droit de préférence prévu ci-dessus ou encore en cas d'échange ou d'attribution de titres provenant d'une opération telle que : réduction de capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, regroupement ou division d'actions, fusion, etc. donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs porteurs contre la société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

La location des actions est interdite.

SECTION V -ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

16. DIRECTION DE LA SOCIETE

16.1 Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

16.2 Nomination du Président

Le Président est nommé pour une durée limitée ou indéterminée par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'Article 22 ci-après (décisions collectives).

- 10 [sur 24] -

4



[Signature]

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

16.3 Démission - Révocation

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit en cas de Président personne morale par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois lequel pourra être réduit par l'associé unique ou la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à la Société par lettre recommandée.

Le Président personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de soixante-quinze (75) ans révolus. Le Président personne morale sera démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président est uniquement révocable pour juste motif. La décision de révocation ne peut résulter que d'une décision de la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'**Article 22** ci-après (décisions collectives).

La révocation du Président doit être expressément prévue à l'ordre du jour et ne peut en aucun cas être soumise au vote de la collectivité des associés au titre des questions diverses.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout Associé.

16.4 Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'**Article 22** ci-après (décisions collectives).

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel. Les conditions d'une éventuelle indemnité de révocation attribuée au Président seront fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

A



J. H. L.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la Société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de Président n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

16.5 Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social et sous réserve cependant des pouvoirs expressément attribués par les Statuts ou par la Loi aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

17. DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX)

Le Président pourra être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, désigné par la collectivité des associés.

Le(s) Directeur(s) Général(aux) disposent des mêmes pouvoirs que le Président.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) Directeur(s) Général(aux) représentent la Société et est (sont) investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social et sous réserve cependant des pouvoirs expressément attribués par les Statuts ou par la loi aux Associés.

Le(s) Directeur(s) Général(aux) peut(vent) être soit une personne morale, soit une personne physique, Associé ou non.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les dispositions de l'Article 16 relatives au Président sont applicables mutatis mutandis au(x) Directeur(s) Général(aux).



18. REPRESENTATION SOCIALE

Le Comité d'Entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'Entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social six (6) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les trois (3) jours de leur réception.

SECTION VI - CONVENTIONS REGLEMENTÉES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

19. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

En cas de pluralité d'associés, toute convention portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ou non et intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et

- ses dirigeants
- ou
- l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %
- ou
- la société contrôlant une société associée au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce,

doit être portée, le cas échéant s'il a été nommé, à la connaissance du Commissaire aux Comptes, par le Président ou le Directeur Général dans un délai d'un (1) mois.

En cas de présence d'un Commissaire aux Comptes dans la Société, celui-ci devra établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé avec les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article, étant précisé que cette disposition n'est pas applicable aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice, les associés statuent sur ce rapport. A défaut de présence d'un Commissaire aux Comptes, les associés statueront sur un rapport spécial rédigé par le Président.

Les conventions non approuvées par décision collective des associés produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée ou le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et les personnes intéressées.

En outre, seules les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et les personnes



visées au premier paragraphe du présent article sont communiquées au(x) Commissaire(s) aux Comptes le cas échéant.

20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Société devra nommer un ou plusieurs Commissaire(s) aux comptes titulaire(s) et suppléant(s) si elle dépasse les chiffres fixés par décret.

Lorsque les conditions fixées par la loi sont remplies, la collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants.

Si ces conditions ne sont pas remplies, la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant demeure facultative et c'est à la collectivité des associés qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième (10^{ème}) du capital.

Les Commissaires aux Comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

SECTION VII - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

21. RÈGLES GÉNÉRALES

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à la collectivité des associés. Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives des associés sont prises exclusivement à l'initiative du Président ou du Directeur Général de la Société :

- soit en assemblée réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation,
- soit par consultation écrite,
- soit par un acte signé par tous les associés.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Tout associé doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Le ou les Commissaires aux Comptes titulaires le cas échéant sont invités à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même du Président de la société s'il n'est pas associé.



21.1 Délibérations en assemblée d'associés

21.1.1 Convocation

La convocation des assemblées est faite par le Président ou le Directeur Général **(5) jours** au moins à l'avance par une lettre simple adressée à tous les associés, ou par un moyen électronique de télécommunication à leur adresse. Au cas où l'assemblée n'aurait pu délibérer valablement faute du quorum requis, une deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Le délai de convocation est toutefois porté à six (6) jours.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés ont été présents ou représentés à l'assemblée.

L'avis de convocation doit comporter la date, l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée.

21.1.2 Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée et le texte des résolutions sont arrêtés par le Président ou le Directeur Général.

Toutefois, le comité d'entreprise, s'il en existe un, a la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, ou par un moyen de télécommunication, cinq (5) jours au moins avant la date de l'assemblée, l'inscription à l'ordre du jour de projet de résolution. La demande est accompagnée du projet de texte des résolutions qui doit être assortie d'un bref exposé des motifs.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à son ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer le Président et/ou le ou les directeurs généraux délégués et procéder à leur remplacement.

21.1.3 Participation aux délibérations

Tout associé a le droit d'assister aux assemblées et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de sa qualité d'associé sur les registres tenus par la société, au moins deux (2) jours avant la réunion de l'assemblée, ce délai pouvant être réduit sur décision du Président.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat. Tout associé peut également envoyer un pouvoir à la société sans indiquer le nom de son mandataire. Tout pouvoir sans indication de nom de mandataire sera considéré comme un vote en faveur des résolutions présentées ou agréées par le Président. Les personnes physiques représentant des personnes morales associées prennent part aux assemblées, qu'elles soient ou non personnellement associées.

Vote par correspondance



Chaque associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société dans les conditions fixées à l'article L 225-107 du Code de commerce (par dérogation à l'article L 227-1 du Code de commerce qui énonce que les dispositions de l'article L 225-107 du Code de commerce ne sont pas applicables à la société par actions simplifiée) et aux articles R 225-75 et suivants du Code de commerce.

Ce formulaire doit être reçu par la société la veille du jour de la tenue de l'assemblée, au plus tard à 15 heures, heure de Paris, faute de quoi il n'en sera pas tenu compte.

Établissement d'une feuille de présence

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Cette feuille de présence, dûment émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et les formulaires de vote par correspondance y compris par télécommunication, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

21.1.4 Présidence de l'assemblée et bureau

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée élit elle-même, à la majorité simple des associés présents, son Président. En cas de convocation par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Le Président de l'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

Le Président de l'assemblée et le secrétaire composent le bureau de l'assemblée.

Les membres du bureau vérifient et signent la feuille de présence. Ils ont pour mission de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

21.1.5 Organisation du scrutin

Scrutin secret

Le scrutin secret a lieu lorsqu'il est réclamé par le bureau ou par des membres de l'assemblée représentant plus de la moitié du capital représenté à cette assemblée.

Calcul du quorum

Dans les assemblées, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, le quorum est calculé compte tenu des actions des associés ayant adressé leur formulaire dans le délai prescrit tant (i) lorsque l'assemblée est appelée à voter sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour ou sur une proposition ayant pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en tout ou partie, une résolution figurant à l'ordre du jour que (ii) lorsque l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée ou une résolution proposée en séance.

4



[Signature]

Lesdits associés participent au vote tant (i) lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur les résolutions inscrites à l'ordre du jour que (ii) lorsque l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée ou une résolution figurant à l'ordre du jour, ou lorsque l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée ou une résolution proposée en séance, lesdites actions sont considérées comme votant contre la proposition et/ou contre la question soulevée ou la résolution proposée en cours de séance, quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.

Télécommunication – Vote électronique

Si la Société entend recourir à la télécommunication au lieu et place d'un avoir postal pour satisfaire aux formalités de convocation visées dans les présents statuts, elle doit recueillir au préalable par écrit l'accord des associés intéressés. Ces derniers peuvent à tout moment demander expressément à la société par lettre recommandée avec accusé de réception que le moyen de télécommunication mentionné soit substitué par un envoi postal.

Si la Société entend permettre à ses associés de voter aux assemblées par des moyens de télécommunication, elle devra aménager un site internet exclusivement dédié à ces fins.

Pour exercer leur droit de vote en séance par voie électronique, les associés devront accéder au site internet dédié à cet effet qu'après s'être identifiés au moyen d'un code fourni préalablement à la séance.

Établissement de procès-verbaux

Les délibérations des assemblées d'associés sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux. Ils indiquent la date et le lieu de la réunion, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, le nombre d'actions participant au vote et le quorum atteint, les documents et rapports soumis à l'assemblée générale, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

21.2 Délibérations par voie de consultation écrite

Mentions du bulletin de vote

En cas de délibération par voie de consultation écrite, celui ou ceux qui ont pris l'initiative de la décision collective doivent adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés,
- la date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception par la société des bulletins sera de dix (10) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote,
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision,
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet),
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.



Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Envoi du bulletin de vote

Chaque associé doit retourner par lettre recommandée avec accusé de réception un exemplaire du bulletin de vote dûment complété, daté et signé, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné. Les voix de l'associé qui s'est abstenu ne rentrent pas dans le décompte des voix exprimées.

Procès-verbal des délibérations

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations, lequel doit comporter l'identité des associés ayant participé à la consultation et le quorum atteint, la liste des documents soumis aux associés, le texte des résolutions soumises au vote et le résultat des votes.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins, avec les accusés de réception, la réponse de chaque associé avec la preuve de la réception de la réponse et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

Pour la validité de la consultation, celui ou ceux qui en ont pris l'initiative doivent remettre au Président, afin de conservation au siège social, la preuve d'envoi des bulletins de vote et des documents qui y étaient joints.

21.3 Établissement de procès-verbaux des délibérations

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, ou celles de l'associé unique si la société ne comporte qu'un seul associé, sont constatées par des procès-verbaux comportant les mentions susvisées et établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ces feuilles ou registres sont tenus au siège de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

Après dissolution de la société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

22. DÉCISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social de la Société : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;

- 18 [sur 24] -



- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution de la Société ou de sa filiale ;
- nomination des Commissaires aux Comptes de la Société ;
- nomination, rémunération, révocation du Président de la Société et du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels de la Société et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts de la Société, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

Sauf stipulation contraire prévue dans les présents statuts, pour délibérer valablement, les associés présents ou représentés à l'assemblée notamment par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, ou ayant voté par correspondance, doivent posséder au moins 50% des actions ayant le droit de vote. En cas de consultation écrite, le ou les associés ayant retourné au siège social leur bulletin de vote dûment complété, daté et signé, doivent posséder au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sauf disposition contraire prévue dans les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité d'au moins 50% des voix exprimées, c'est-à-dire :

- (a) des voix des associés présents ou représentés à l'assemblée, notamment par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, ou ayant voté par correspondance,
- (b) ou des voix des associés ayant répondu à la consultation écrite.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité des associés décider d'accroître les engagements des associés ou changer la nationalité de la Société.

23. INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois (3) derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq (5) derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Handwritten signature



Handwritten signature

SECTION VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RÉSULTATS

24. ÉTABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et éventuellement des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

25. AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

SECTION IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION – CONTESTATIONS

26. DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

- 20 [sur 24] -

4



[Signature]

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

27. CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

SECTION X -DÉSIGNATION DES ORGANES SOCIAUX- ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

28. NOMINATION DU PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

La société SPARTEL SERVICES, société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 6, rue Aristide Briand - 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 482 523 719, représentée par M. Hamid ELMEJJAD, agissant en qualité de Gérant

lequel déclare ès qualité de Gérant accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

29. ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts (**Annexe 32 « État des engagements pris pour le compte de la société en formation et repris par celle-ci »**). Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse du siège social.

30. MANDAT POUR ACCOMPLIR DES ACTES POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE APRES SIGNATURE DES STATUTS ET AVANT L'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, **la société SPARTEL SERVICES, société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 6, rue Aristide Briand - 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 482 523 719, représentée par M. Hamid ELMEJJAD,**

4



[Signature]

agissant en qualité de Gérant, peut passer et conclure au nom et pour le compte de la Société, les actes suivants :

- accomplir toutes les démarches commerciales nécessaires à la bonne marche de la Société,
- signer tout contrat de travail qu'il jugerait nécessaire,
- faire toute acquisition rentrant dans la limite de ses pouvoirs.

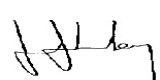
Du seul fait de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, les engagements résultant de ces actes seront repris, rétroactivement, dès leur naissance et de plein droit, par la société.

31. FRAIS

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq (5) ans.


SPARTEL SERVICES
Représentée par M. Hamid ELMEJJAD

4



ANNEXE 7– Rappel des principales modalités de l'apport partiel d'actif

1. Biens apportés

L'Apport en nature consiste en :

- Le courtage d'assurance
- La commercialisation de tous les produits d'investissement financier et patrimonial, ainsi que le rachat de crédit
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tout objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

2. Évaluation de l'Apport

A la date de ce jour l'Apport est évalué à la somme totale 44.534,46 €.

La société C2P AUDIT, représentée par M. Pascal COVET (830 894 127 R.C.S. CRETEIL, 18 avenue de Joinville - 94340 Joinville-le-Pont) a été désignée en qualité de commissaire aux apports par décision de l'associé unique de la Société en date du 30 août 2019, conformément aux dispositions de l'article L.225-8 du code de commerce, aux fins d'apprécier la valeur de l'Apport.

3. Rémunération de l'Apport

En rémunération de l'Apport, il est attribué à l'Apporteur 44.534 actions de la Société de 1 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, lors de la constitution de la Société, ainsi qu'une soulte d'un montant de 0,46 €.

- 23 [sur 24] -

4



[Signature]

ANNEXE 30

État des engagements pris pour le compte de la société en formation et repris par celle-ci

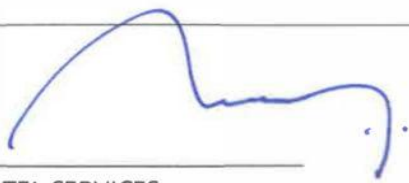
La société SPARTEL SERVICES, société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 6, rue Aristide Briand - 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 482 523 719, représentée par M. Hamid ELMEJJAD, agissant en qualité de Gérant, a effectué, au nom et pour le compte de la société en formation, les opérations suivantes :

- ouverture d'un compte en banque au nom de la Société ;
- frais de constitution de la Société ;
- et plus généralement, tous actes administratifs et tous contrats nécessaires à la bonne marche de la société.

L'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés vaudra reprise des engagements pris ci-dessus, et reprise des versements effectués au nom et pour le compte de la société en formation, et de tous frais inhérents à l'intérêt social quel qu'il soit.

Fait à Paris, le 15 novembre 2019

En autant d'exemplaires que requis par la loi


SPARTEL SERVICES
Représentée par M. Hamid ELMEJJAD





